

Agence régionale de santé d'Ile-de-France
Délégation départementale des Yvelines

████████████████████
Président Directeur général
Groupe ORPEA
12 rue Jean Jaurès
92800 PUTEAUX

Affaire suivie par : ██████████
Courriel ars-dd78-delegue-departemental@ars.sante.fr
ars-dd78-dpt-medico-social@ars.sante.fr
& ars-idf-inspection-ehpad@ars.sante.fr
PA-PH.esms@Yvelines.fr

Téléphone : ██████████

Lettre recommandée avec AR
N°

Saint-Denis, le **23 FEV. 2023**

Monsieur le Président Directeur général.

L'inspection conduite conjointement par l'Agence régionale de sante d'Ile-de-France (ARS IDF) et le Conseil départemental des Yvelines le 18 février 2022 au sein de l'EHPAD « La Cerisaie » à Poigny-La-Forêt 31, route d'Epernon 78 125 Poigny-La-Forêt (N° FINESS : 780823357) a été inscrite au programme de contrôle des EHPAD diligenté au premier trimestre 2022 sur l'ensemble du territoire national à la demande de la ministre déléguée, chargée de l'Autonomie, auprès du ministre de la Santé et des Solidarités.

Nous vous avons adressé le 28 avril 2022 le rapport que nous a remis la mission d'inspection, ainsi que les 3 prescriptions et 9 recommandations que nous envisagions de vous notifier.

Dans le cadre de la procédure contradictoire prévue aux articles L. 121-1 et L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration, vous nous avez transmis le 6 mai 2022 des éléments de réponse détaillés, ce dont nous vous remercions. Ces éléments portaient notamment sur :

- La gestion des ressources humaines :
 - La demande de recrutement d'aides-soignants diplômés sur des postes d'aides-soignants ;
 - La justification, auprès de l'ARS, du développement de la politique de VAE à l'adresse des auxiliaires de vie faisant fonction d'aides-soignants.
 - Vous indiquez que vous favorisez systématiquement le recrutement de personnels qualifiés et que vous mettez tout en œuvre pour pallier aux absences par du personnel qualifié ;
 - Vous avez transmis une annonce de recrutement d'aide-soignant pour avril 2022 postée par le groupe ORPEA ;
 - Concernant la VAE, vous précisez qu'un travail d'accompagnement des formations, de consolidation des dossiers et de sensibilisation auprès des soignantes est régulièrement mené et sera à l'ordre du jour des prochains entretiens annuels. Un rapprochement avec l'école DOMEA doit permettre d'inciter les auxiliaires de vie à obtenir un diplôme d'aide-soignant. Des plaquettes de présentation sont à disposition dans la salle du personnel concernant la VAE. Vous joignez une décision de recevabilité d'une VAE ainsi que la plaquette de communication.

- La vérification du casier judiciaire des personnels.
 - o Vous indiquez que l'intégration d'un nouveau salaire nécessite la présentation du bulletin n°3 du casier judiciaire. En cas de non présentation, une relance trimestrielle écrite est faite systématiquement au salarié. Vous joignez le tableau de suivi des pièces administratives que vous avez réalisées.
- La mise en place d'un dispositif d'analyse des pratiques.
 - Vous indiquez que le dispositif d'analyse des pratiques est en cours de déploiement : des outils ont été mis en place (planning prévisionnel des évaluations des pratiques professionnelles et grille d'évaluation). Ces évaluations concernent différentes thématiques (toilette au lit, gestes et manutention, circuit du linge...) ;
 - Un registre « bientraitance » géré par deux référents formés (2019 et 2022) permet le recensement et l'analyse des actions mises en œuvre. Des formations sont programmées en 2022 (bientraitance et prévention de la maltraitance) en complément des « mini formations ». Des convocations nominatives sont transmises.
- La demande de recherche de la réduction du nombre de vacataires et d'intérimaires intervenant auprès des personnes âgées sur les postes d'aides-soignants, infirmiers et auxiliaires de vie ;
- La justification auprès de l'ARS de la démarche active de recrutement pour les postes de professionnels occupés par des vacataires ou intérimaires.
 - Vous indiquez poster régulièrement des annonces pour des CDI sur plusieurs sites et joignez des annonces récemment publiées (annexe 5), mais vous précisez que vous faites face à de nombreux refus de travail en CDI (justificatifs joints). Nous notons toutefois que les annonces que vous nous transmettez, proposent toutes des CDD et non des CDI.
 - Vous disposez d'un pool de vacataires réguliers et avez mis en place des mesures pour fidéliser les nouveaux arrivants. La salle du personnel va être réhabilitée et complétée par un espace détente.
- La mise en œuvre d'entretiens professionnels pour les salariés en CDI.
 - Vous indiquez que les entretiens professionnels formalisés sont en cours. Un planning a été réalisé pour l'année 2022.
- La prise en charge nocturne pour assurer la sécurité des résidents (unité Alzheimer)
 - Vous indiquez que l'organisation actuelle prévoit la présence de [REDACTED]
 - [REDACTED]
 - Vous signalez débuter la réalisation de contrôles inopinés la nuit pour vérifier l'organisation du travail, à minima chaque trimestre, à l'aide d'une fiche prévue à cet effet (intitulée « check liste-contrôle inopiné de nuit »).
- La communication interne avec les résidents et les familles, les modalités de prise en compte et de traitement de leurs demandes et la politique de bientraitance :
 - Les dossiers des résidents sont incomplets.
 - Vous indiquez que vous allez prévoir l'information systématique du résident et de son proche sur la possibilité de désigner une personne de confiance avec l'aide d'une notice d'information fournie ici, accompagnée d'une procédure de recueil de la désignation de la personne de confiance et de la liste des résidents avec désignation de personne de confiance et de ceux dans l'incapacité de désigner une personne de confiance.
 - Le projet personnalisé est, par ailleurs, absent ou très succinct pour une grande partie des résidents ;
 - Vous avez transmis le protocole « projet personnalisé » mis à la disposition des collaborateurs au sein de l'infirmière pour la réalisation des projets personnalisés en équipe pluridisciplinaire, ainsi qu'un planning de suivi des projets personnalisés tenu par la psychomotricienne et suivi par la psychologue et la cadre infirmière. Un temps d'échange pour l'élaboration et la rédaction des projets personnalisés est désormais programmé chaque mercredi puis les PP sont étudiés et validés en équipe pluridisciplinaire avec la présence du médecin coordonnateur tous les vendredis lors de la réunion de l'équipe pluridisciplinaire.

En février 35.40% de PP étaient à jour et signés, au 4 avril 49.77 % sont réalisés. Un point de situation est demandé au 30 mars 2023.

- Il apparaît, par ailleurs, que les outils de la loi de 2002- 2 (projet d'établissement, livret d'accueil et projet personnalisé) sont à compléter, à améliorer et à valoriser auprès des professionnels et usagers. *L'arrêté relatif aux personnes qualifiées est actualisé dans le livret d'accueil du résident.* Il vous revient de veiller à ce que ce dernier figure bien aussi dans le portant à l'entrée de l'établissement.
- Pour l'organisation et le fonctionnement de l'établissement en vue de la dispensation des soins, et la prise en charge médicale et soignante : suite de l'inspection de février 2019 sur la prise en charge médicamenteuse :
 - o La mission n'a pas constaté de convention spécifique entre l'EHPAD et un service d'urgence hospitalier ; nous avons noté la prise de rendez-vous avec le CH [REDACTED] pour l'actualisation de la convention en cours.
 - o Il est recommandé de porter une attention particulière sur l'état bucco-dentaire des résidents et de formaliser à l'admission une évaluation des résidents, même si des rendez-vous sont pris par la suite avec un chirurgien-dentiste libéral ;
Vous indiquez que le MEDEC réalise à l'entrée l'EGS qui comporte des informations relatives à l'état bucco-dentaire du résident et que des plans d'actions sont définis et intégrés dans le plan de soin d'une part, qu'a minima deux mini-formations par an sur l'hygiène bucco-dentaire des résidents sont réalisées auprès du personnel.
 - o Concernant la prise en charge médicamenteuse (PECM) au sein de l'EHPAD, le choix de faire réaliser la préparation des doses à administrer (PDA) in situ par la pharmacie dans des locaux où les IDE et la préparatrice interviennent concomitamment sur les stocks des médicaments des résidents, ne permet pas de clarifier les responsabilités de l'EHPAD ou de la pharmacie en cas d'erreur. En effet, le personnel de l'EHPAD ne doit avoir accès qu'aux médicaments ayant fait l'objet d'une dispensation complète et achevée par la pharmacie. D'où la nécessaire mise en place rapide du système [REDACTED] retardé jusqu'ici.
La démarche de maîtrise et d'amélioration continue de la qualité de la PECM ne fait que commencer. La structuration de la politique qualité de la PECM doit rester une priorité de l'établissement ;
La collaboration avec l'officine de pharmacie est nécessaire afin que la politique qualité de la PECM prenne tout son sens. Cette collaboration passe notamment par une actualisation de la convention et un suivi de celle-ci.

Par conséquent, les éléments de réponse apportés ne permettent pas de lever les mesures suivantes figurant en annexe au présent courrier :

- La justification du développement de la politique de VAE à l'adresse des auxiliaires de vie faisant fonction d'aides-soignants :
 - o *Un point sous 8 mois est demandé.*
- La demande de recrutement d'aides-soignants diplômés sur des postes d'aides-soignants :
 - o *Un bilan est demandé dans 8 mois, afin d'appréhender la diminution du nombre des vacataires présents.*
- La vérification du casier judiciaire des personnels
 - o *Le tableau de suivi des pièces administratives que vous avez transmis à l'appui de votre réponse montre l'absence de nombreux extraits de casiers judiciaires dans vos dossiers. Un point semestriel est requis pour contrôler l'application de la réglementation.*
- Le projet personnalisé des résidents.
 - o *Un point de situation est demandé au 30 mars 2023.*
- La mise en place d'un dispositif d'analyse des pratiques
 - o *L'effectivité des mesures prises devra être démontrée en 2023.*
- La mise en œuvre d'entretiens professionnels pour les salariés en CDI
 - o *Une liste des entretiens réalisés est demandée dans 9 mois.*

- La prise en charge nocturne pour assurer la sécurité des résidents (unité Alzheimer)
 - o Vous ne précisez pas comment seront organisés les contrôles inopinés de nuit, ni qui s'en chargera. De plus, vous démarrez la mise en place de ces contrôles bien que le modèle de fiche de contrôle que vous avez transmis à l'appui date de 2017. Un retour sur le résultat de ces contrôles devra être transmis d'ici un an pour en vérifier l'effectivité.
 - o Concernant le [REDACTED] vous veillerez à transmettre le diplôme de la personne recrutée.

- Porter une attention particulière sur l'état bucco-dentaire des résidents.

- Signer une convention spécifique avec un hôpital relatif à l'accueil des personnes âgées au service des urgences.
- o attente de réactualisation de la convention avec le CH [REDACTED]

- Mettre en œuvre le système [REDACTED] pour permettre la mise en place de la politique de gestion médicamenteuse demandée dans le cadre de la précédente inspection du 21 février 2019 :
 - o finaliser la mise en place du système [REDACTED]

Aussi, nous vous notifions à titre définitif ces 3 prescriptions et 6 recommandations.

Nous appelons votre attention sur la nécessité de transmettre à la Délégation départementale des Yvelines et au Conseil départemental des Yvelines les éléments de preuve documentaire permettant d'attester de la mise en place des mesures correctrices et de lever ces décisions de façon définitive.

Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif dans les deux mois suivant la réception de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site <https://citoyens.telerecours.fr>

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président directeur général, l'expression de notre considération distinguée.

La Directrice générale ✓
[REDACTED]
Amélie VERDIER

P/Le président du Conseil
départemental des Yvelines
Le directeur général adjoint
aux solidarités
[REDACTED]
Docteur Albert FERNANDEZ

Copie :

Directrice d'exploitation
EHPAD Résidence La Cerisaie
31 Route d'Epernon
78125 POIGNY-LA-FORET



Annexe : Décision définitive concernant les mesures correctrices à mettre en place pour faire suite à l'inspection réalisée au sein de l'EHPAD « La Cerisaie » à Poigny-La-Forêt le 6 mai 2022.

	Prescription	Texte de référence	Réf. rapport	Décision au terme de la procédure contradictoire et délai de mise en œuvre
1	Le gestionnaire doit mettre tout en œuvre afin pour développer la politique de VAE à l'adresse des auxiliaires de vie faisant fonction d'aides-soignants.	Article L. 312-1 II du CASF	E1	Prescription maintenue , les mesures étant engagées et en cours de réalisation ; un point semestriel est demandé : <ul style="list-style-type: none">- Sur la mise en œuvre des VAE à l'adresse des auxiliaires de vie faisant fonction d'AS,- Sur le recrutement d'aides-soignants diplômés sur des postes d'aides-soignants . Délai de mise en œuvre : 8 mois
2	S'assurer de disposer des extraits de casiers judiciaires pour tous les types de personnels intervenant dans l'établissement.	article L.133-6 du CASF	E2	Prescription maintenue : Un point semestriel est requis pour contrôler l'application de la réglementation. Délai de mise en œuvre : 6 mois
3	Un projet personnalisé individualisé, doit être mis en œuvre pour chaque résident et réévalué.	Article L.311-3 du CASF	E3 et R11	Une procédure a été mise en œuvre. Ont été fournis : une notice du PP ; le planning de suivi des PP ; la fiche rencontre des résidents ; le bilan d'intégration résidents-familles ; le rapport mensuel [REDACTED] a été transmis Mais maintien de la prescription étant donné le taux de réalisation partiel des PPI , avec demande d'indicateurs annuels de réalisation des PP à l'entrée et du nombre de PP réévaluer. Délai de mise en œuvre : Demande d'un point de situation au 30/01/2023 et d'un bilan dans 12 mois.

	Recommandation	Texte de référence si existant	Réf. rapport	
1	Veiller à mettre en place un dispositif d'analyse des pratiques afin d'aider les professionnels dans leur mise à distance et leur réflexion critique sur les pratiques quotidiennes.		R1	Recommandation maintenue : L'effectivité des mesures prises devra être démontrée en 2023
2	Le gestionnaire devrait chercher à réduire le nombre de vacataires intervenant auprès des personnes âgées.		R2	Recommandation levée
3	Mettre en œuvre les entretiens professionnels pour les salariés en CDI.		R4	Recommandation maintenue Une liste des entretiens réalisés est demandée dans 9 mois
4	Veiller à ce que la prise en charge nocturne ne mette pas en danger la sécurité des résidents.		R7	Recommandation maintenue : préciser comment seront organisés les contrôles inopinés de nuit, et qui s'en chargera. Actualiser le modèle de fiche. Un retour sur le résultat de ces contrôles devra être transmis d'ici un an pour en vérifier l'effectivité.
5	Les outils de la loi 2002-2 doivent être complétés et actualisés.		R8-R10	Transmettre le diplôme de l'agent de nuit en CDI recruté. Recommandation levée . L'arrêt relatif aux personnes qualifiées est actualisé. Veiller à ce qu'il figure aussi dans le dossier d'informations placé à l'entrée de la résidence.
6	Veiller à la complétude des dossiers des résidents.		R9	Recommandation levée au regard des documents fournis et de la procédure annoncée pour la désignation de la personne de confiance.
7	Il est recommandé de porter une attention particulière sur l'état bucco-dentaire des résidents.		R13	Recommandation maintenue . Formaliser l'évaluation bucco-dentaire des résidents à l'admission : mise à jour de la procédure d'admission et du dossier d'admission
8	Il est recommandé de signer une convention spécifique avec un hôpital relatif à l'accueil des personnes âgées au service des urgences.		R14	Recommandation maintenue : attente de la convention actualisée avec le CH XXXXXXXXXX



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Yvelines
Le Département



9	Mettre en œuvre le système [REDACTED] pour permettre la mise en place de la politique de gestion médicamenteuse demandée dans le cadre de la précédente inspection du 21 février 2019.	R15- R16	Recommandation maintenue. Finaliser la mise en place du système Pillisoft™.
---	--	-------------	--